





l'omnité à cause de sa grandeur même, aura raison de tous les obstacles. Il triomphera par le calme et la volonté. Le suffrage universel a beau avoir des éclipse, il est l'unique mode de gouvernement; le suffrage universel, c'est la puissance, bien supérieure à la force. Désormais, tout par le vote, rien par le fusil. La justice et la vérité ont une clarté souveraine. Le passé ne se tient pas debout en face de l'avenir. Une ville comme Versailles, qui représente la royauté, ne peut être longtemps regardée fixement par une ville comme Paris, qui personnifie la République.

VICTOR HUGO.

Paris, 8 janvier 1872.

## LETTRES DE VERSAILLES

9 janvier.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la loi de finances. Comme l'avait révisé vendredi dernier le rapport lu par l'honorable M. Benoît d'Azy, la commission se trouve dans l'étrange situation de n'avoir plus de projet particulier; son système d'impôts sur les revenus a été condamné d'avance par le vote de principe qui a clos la discussion générale; en repoussant l'impôt sur le revenu, elle aurait pu s'approprier les articles de la proposition ministérielle, qui avaient été renvoyés à son examen. Mais elle les rejette et se voit forcée de présenter platoniquement à l'Assemblée un enfant qui n'est point le sien, qui ne lui a jamais plu et qu'elle repousse secrètement: le projet de l'honorable M. Pouyer-Quertier.

Un cas aussi nouveau ne laisse pas que de surprendre et réanimer un certain trouble dans l'Assemblée. L'honorable M. Gandon en profite pour demander qu'avant de discuter les taxes mobilières proposées par le gouvernement, on discute en éprouve les divers systèmes qui se trouvent en présence; l'impôt sur les matières premières y compris. M. Prax-Pariis, qui porte sans doute quelque intérêt spécial à la marine marchande, réclame pour elle le même bénéfice.

L'horizon de la discussion se serait sans doute fort élargi, et chaque dissident sur cette matière si controversée de l'impôt aurait imité l'exemple de MM. Gandon et Paris, en demandant la priorité pour leurs projets, si l'honorable M. Paulin Gillon et le président, avec plus d'autorité, n'avaient rappelé l'ordre du jour naturel et logique, tel que l'avaient établi les conclusions de la commission. Cette dernière n'a rien à proposer; elle se présente les mains vides. Trois catégories d'amendements sont soumis à la discussion de l'Assemblée: les amendements déjà renvoyés à la commission, ceux qui n'ont pas encore été discutés, et enfin, celui du gouvernement, pour lequel la commission elle-même demande la priorité. A ces divers amendements il faut en ajouter un nouveau de M. Guichard, qui reprend sous cette forme, au cours de la séance, le projet abandonné par la commission.

M. Buffet, venant à la rescousse de M. Guichard, s'efforce de démontrer que la commission n'a fait que céder à la force des choses et se soumettre au jugement préalable qui a frappé ses idées et son système en frappant le système de M. Wolowski. Mais elle n'a point changé d'avis et réserve sa libre appréciation pour la discussion à venir.

De nouvelles observations de l'honorable M. Grévy contribuent à éclaircir la question et la posent enfin assez nettement pour que l'Assemblée n'hésite plus à voter l'ordre du jour, ce qu'elle aurait dû faire depuis un demi-heure, car il y a une demi-heure qu'elle est en séance.

La discussion s'ouvre sur le projet du gouvernement; et la parole est à l'honorable M. Wolowski.

M. Wolowski combat avec sa conviction ordinaire le système partiel de contributions mobilières que propose M. Pouyer-Quertier. Il emploie les mêmes arguments qu'il a mis au service de l'impôt sur le revenu. Autant ce dernier, appliqué comme taxe générale et unique, aurait été conforme au principe de l'égalité, autant l'impôt arbitraire dont on veut frapper les valeurs mobilières tend à le violer. Les intérêts de la propriété et de l'agriculture, dont on s'est fait une arme contre l'impôt sur le revenu, seront ici les plus communs et les plus atteints. Aucune industrie n'a plus besoin de capital que l'agriculture. M. Wolowski prouve cette assertion et s'élève doctrinalement contre ce préjugé qui fait croire que le capital n'existe que sous la forme de l'argent. « Le capital véritable, dit-il, c'est le bon labourant la terre, c'est la charue, ce sont les foins, c'est tout l'attirail agricole; et c'est tout cela que l'on frapperait indirectement en atteignant les sources du prêt. » M. Thiers, en 1848, était de cet avis; il qualifiait, à cette époque, l'impôt sur le capital mobilier d'impôt barbare et contraire à toute science financière.

A peine échappé de cette critique générale, le projet du gouvernement tombe aux mains de l'honorable M. Javal, qui lui reproche d'être partiel, de privilégier la grande industrie qui ne s'associe pas, et de réserver toutes ses exigences pour la petite, qui met son capital en actions et obligations. L'orateur met beaucoup de solennité à proclamer l'association, le grand levier social des temps modernes; je n'y contredis pas; mais avec un peu moins d'émphase, quelques chiffres, son discours serait plus financier.

L'honorable M. Raudot nous donne la contre-partie du discours de M. Wolowski.

L'honorable M. Soubeyran, dans un long et compétent discours, s'élève contre le projet relatif aux taxes mises sur les valeurs étrangères. Il prétend que ce serait la ruine de notre marché, et rappelle, à ce propos, l'exemple des Prussiens, qui se sont préparés à la guerre en centralisant à Berlin le crédit des maisons de banque de Hambourg et de Francfort.

Les honneurs de la journée ont été pour M. Rouveure, qui est venu défendre avec un accent patriotique l'impôt sur le revenu. L'impôt sur les valeurs mobilières le touche de si près que l'orateur y revient irrésistiblement, surtout s'il se laisse entraîner comme l'a fait M. Rouveure, dans une exposition d'idées générales. L'Assemblée a surtout vivement applaudi les paroles émanées par lesquelles l'orateur a déclaré n'appartenir à aucun parti social, ne s'écarter à la gauche que parce qu'il n'entrevoit qu'un seul gouvernement possible, le gouvernement existant; et n'obéir dans son opposition financière qu'à un seul mobile, l'amour du pays.

Ce sont là de nobles, d'encourageantes paroles qui faciliteraient singulièrement, si elles étaient entendues comme elles ont été dites, le dénouement de ces questions compliquées où le patriotisme devrait être la lumière souveraine.

Je laisse à vos lecteurs le plaisir de lire le discours du président de la République, qui a fini la séance. M. Thiers a repoussé une dernière fois l'impôt sur le revenu par les mêmes objections qu'il lui avaient faites dans la discussion générale. Mais il s'est vu à l'Assemblée sans chercher à influencer ses

décisions. Si elle repousse l'impôt sur les valeurs mobilières, il lui restera à choisir entre un quantum à imposer sur toutes les contributions existantes et les matières premières, dont il n'entend point réserver la discussion au dernier moment, comme le lui a reproché M. Rouveure.

Après une grande indecision, la Chambre

décide qu'elle discutera demain le projet de

loi portant ratification d'une convention ad-

ditionnelle avec l'Allemagne. La suite de l'or-

dre du jour reste fixé comme il l'a été déjà

par la discussion.

M. Rosset père a adressé au conseil de l'ordre

des avocats du barreau de Versailles une plainte

contre M. Albert Joly, se basant :  
1° Sur ce que M. Albert Joly aurait détournédes manuscrits laissés par Rosset dans sa cellule;  
2° Sur ce que M. Albert Joly se serait ingérédans des affaires commerciales;  
3° Et enfin, chose incroyable, sur ce que M.

Albert Joly aurait violé ses devoirs professionnels en servant d'intermédiaire pour remettre à

Rosset les lettres éplorées de sa famille, et réciproquement.

Le conseil de l'ordre s'est déjà réuni deux fois

à ce sujet.

Hier lundi, à minuit, selon un ancien

usage qui s'est conservé dans un grand nombre

de villes du Midi, on a célébré à la Madeleine

le mariage de M. Henri Schneider, fils de

l'ancien président du Corps législatif, avec

M<sup>lle</sup> Julie Asselin, sœur de sa première femme.

M. Emile de Girardin et M. le comte de

Briges étaient les témoins de M<sup>lle</sup> Asselin;

M. Lemoine des Mares et M. le baron Seillière

ceux du marié.

M. Schneider, le père, portant le ruban de

grand-croix de la Légion d'honneur, M<sup>lle</sup> Schneider,M<sup>lle</sup> Asselin, quelques membres de la famille et de nombreux amis, notabili-

tés de la politique, de la finance et de l'armée,

parmi lesquels ont remarqué MM. Pinaud, Guyot-Montpary, le docteur Ricard,

Hector Pessard, assistaient à la cérémonie.

M. l'abbé Valette officiait, et c'est M. l'abbé

Pajot, premier vicaire, qui a donné la bénédiction nuptiale.

La partie musicale a été très brillante. Dirigée

par M. Saint-Saëns, qui tenait l'orgue, on a exécuté

un chœur, *Deus Abraham*, de M. Dubois, qui a été très remarqué; un *Oratorio*, de M. Pessard.L'acte musical, de M. Pessard, *L'ave Maria*, du même auteur, a fait sensation.

M. Jorant, premier avocat général près la

cour d'appel de Bordeaux, est nommé procureur

général près la cour d'appel de Bastia, en remplacement

de M. Reybaud, qui a été nommé procureur général à Montpellier.

Le Journal officiel contient un grand nombre

d'autres nominations dans la magistrature.

TAXES ET SURTAXES

La Régie

Le président de la République

Décrète :

Art 1<sup>er</sup>. — Les cigares fabriqués en France

avec des tabacs de la Havane et livrés jusqu'ici

aux consommateurs au prix de 15, 20 et 25 cen-

times seront respectivement vendus dans les dé-

bits à raison de 30, 25 et 20 centimes la pièce.

La régie est autorisée à fabriquer avec des ta-

bacs étrangers une nouvelle espèce de cigares qui

sera vendue au prix de 15 centimes la pièce.

Art 2. — Les prix de vente, dans les débits,

des cigares fabriqués à la Havane sont élevés res-

pectivement :

De 25 centimes à 30 centimes :

De 35 — 40 —

De 40 — 45 —

De 50 — 60 —

Art 3. — Le prix de vente, aux débiteurs des

espèces de cigares désignées dans les deux ar-

ticles précédents est établi conformément aux in-

dications du tableau suivant :

ESPECES PRIX DE VENTE

DE CIGARES. par kil.

Cigares de la Havane, à 60 c. 140 fr. 150 fr.

Id. Id. Id. 50 116 125

Id. Id. Id. 40 92 100

Id. Id. Id. 30 68 75

Cigares en feuilles de

Havane, fabriqués en

France, à 30 c. 68 75

Id. Id. Id. 25 56 62 50

Id. Id. Id. 20 44 50

Nouveau modèle 15 33 37 50

Art 4. — Une augmentation proportionnelle

du tarif de vente, dans laquelle on tiendra compte

du droit d'importation que la loi susvisée du 8

juillet 1871 a élevé de 24 à 36 fr. par kilogram-

me, poids réel, sera appliquée aux cigares excep-

tionnels de la Havane, livrés à la consommation

dans les bureaux de vente directe.

Art 5. — Les dispositions qui précèdent se-

ront appliquées à dater du 10 janvier 1872.

L'ÉCOLE SPÉCIALE MILITAIRE

Le Journal officiel publie ce matin l'in-

struction pour le concours d'admission à l'é-

cole spéciale militaire qui aura lieu le 1<sup>er</sup> juin

prochain.

LA COUR DES COMPTES

Installation de M. Petitjean.

On lit dans le Journal officiel :

Le lundi 8 janvier 1872, à midi, la cour des

comptes s'est réunie en audience solennelle dans

sa grande chambre, pour procéder à la réception

et à l'installation de M. Petitjean, conseiller

maître à la cour des comptes, nommé par décret

du 29 décembre 1871, procureur général près la

même cour, en remplacement de M. Rouland,

maintenu dans les fonctions de gouverneur de

la Banque de France.

Après les réquisitions d'usage faites par M. le

conseiller-maître David, désigné à cet effet, et la

lecture du décret qui nomme M. Petitjean pro-

cureur général près la cour des comptes, une dépu-

tation composée de MM. Gauthier de Liozès et

Maurice de Pleigne, deux anciens conseillers ma-

îtres, de M. le comte de Mont-Colehen et L'Es-

loper, doyens des conseillers référendaires de

1<sup>re</sup> et de 2<sup>e</sup> classe, et de MM. Robut et de Hamelde Cauchy, doyens des auditeurs de 1<sup>re</sup> et de 2<sup>e</sup>

classe, se rend auprès du récipiendaire pour l'in-

troduire dans l'enceinte de la cour.

M. Petitjean, debout et découvert, prête entre

les mains de la cour le serment professionnel,

dont la formule est lue par M. le premier pré-

sident, et va prendre possession de sa fonction

publique.

Après lecture, donnée par M. le greffier en chef,

de l'état des travaux de la cour pendant les mois

de novembre et de décembre 1871, M. le premier

président a prononcé un discours, auquel a ré-

pondu M. le procureur général.

L'ÉCOLE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

Un concours sera ouvert, le 1<sup>er</sup> mai 1872,

à l'École vétérinaire d'Alfort, pour la chaire

de clinique et de pathologie, vacante à ladite

École.

Le programme de ce concours se distribue

au fait à la paix publique et au bien général le sacrifice de leurs opinions particulières. On ne saurait exactement évaluer la part qui leur revient dans l'élection; mais cette part existe dans une mesure quelconque, et ce serait une injustice de ne pas la reconnaître.

A vouloir trop prouver, on gagne de rien prouver du tout. A qui fera-t-on croire qu'il n'y ait pas à Paris 121,000 républicains modérés, et qu'il soit besoin, pour expliquer le chiffre des voix données à M. Vautrain, d'y comprendre un contingent de monarchistes?

On lit dans le XIX<sup>e</sup> Siècle :

M. Rosset père a adressé au conseil de l'ordre

des avocats du barreau de Versailles une plainte

contre M. Albert Joly, se basant :  
1° Sur ce que M. Albert Joly aurait détournédes manuscrits laissés par Rosset dans sa cellule;  
2° Sur ce que M. Albert Joly se serait ingérédans des affaires commerciales;  
3° Et enfin, chose incroyable, sur ce que M.

Albert Joly aurait violé ses devoirs professionnels en servant d'intermédiaire pour remettre à

Rosset les lettres éplorées de sa famille, et réciproquement.

Le conseil de l'ordre s'est déjà réuni deux fois

à ce sujet.

Hier lundi, à minuit, selon un ancien

usage qui s'est conservé dans un grand nombre

de villes du Midi, on a célébré à la Madeleine

le mariage de M. Henri Schneider, fils de

l'ancien président du Corps législatif, avec

M<sup>lle</sup> Julie Asselin, sœur de sa première femme.

M. Emile de Girardin et M. le comte de

Briges étaient les témoins de M<sup>lle</sup> Asselin;

M. Lemoine des Mares et M. le baron Seillière

ceux du marié.

M. Schneider, le père, portant le ruban de

grand-croix de la Légion d'honneur, M<sup>lle</sup> Schneider,M<sup>lle</sup> Asselin, quelques membres de la famille et de nombreux amis, notabili-

tés de la politique, de la finance et de l'armée,

parmi lesquels ont remarqué MM. Pinaud, Guyot-Montpary, le docteur Ricard,

Hector Pessard, assistaient à la cérémonie.

M. l'abbé Valette officiait, et c'est M. l'abbé

Pajot, premier vicaire, qui a donné la bénédiction nuptiale.

La partie musicale a été très brillante. Dirigée

par M. Saint-Saëns, qui tenait l'orgue, on a exécuté

un chœur, *Deus Abraham*, de M. Dubois, qui a été très remarqué; un *Oratorio*, de M. Pessard.L'acte musical, de M. Pessard, *L'ave Maria*, du même auteur, a fait sensation.

M. Jorant, premier avocat général près la

cour d'appel de Bordeaux, est nommé procureur

général près la cour d'appel de Bastia, en remplacement

de M. Reybaud, qui a été nommé procureur général à Montpellier.

Le Journal officiel contient un grand nombre

d'autres nominations dans la magistrature.

TAXES ET SURTAXES

La Régie

Le président de la République

Décrète :

Art 1<sup>er</sup>. — Les cigares fabriqués en France

avec des tabacs de la Havane et livrés jusqu'ici

aux consommateurs au prix de 15, 20 et 25 cen-

times seront respectivement vendus dans les dé-

bits à raison de 30, 25 et 20 centimes la pièce.

La régie est autorisée à fabriquer avec des ta-

bacs étrangers une nouvelle espèce de cigares qui

sera vendue au prix de 15 centimes la pièce.

Art 2. — Les prix de vente, dans les débits,

des cigares fabriqués à la Havane sont élevés res-

pectivement :

De 25 centimes à 30 centimes :

De 35 — 40 —

De 40 — 45 —

De 50 — 60 —

Art 3. — Le prix de vente, aux débiteurs des

espèces de cigares désignées dans les deux ar-

ticles précédents est établi conformément aux in-

dications du tableau suivant :

ESPECES PRIX DE VENTE

DE CIGARES. par kil.

Cigares de la Havane, à 60 c. 140 fr. 150 fr.

Id. Id. Id. 50 116 125

Id. Id. Id. 40 92 100

Id. Id. Id. 30 68 75

Cigares en feuilles de

Havane, fabriqués en

France, à 30 c. 68 75

Id. Id. Id. 25 56 62 50

Id. Id. Id. 20 44 50

Nouveau modèle 15 33 37 50

Art 4. — Une augmentation proportionnelle

du tarif de vente, dans laquelle on tiendra compte

du droit d'importation que la loi susvisée du 8

juillet 1871 a élevé de 24 à 36 fr. par kilogram-

me, poids réel, sera appliquée aux cigares excep-

tionnels de la Havane, livrés à la consommation

dans les bureaux de vente directe.

Art 5. — Les dispositions qui précèdent se-

ront appliquées à dater du 10 janvier 1872.

L'ÉCOLE SPÉCIALE MILITAIRE

Le Journal officiel publie ce matin l'in-

struction pour le concours d'admission à l'é-

cole spéciale militaire qui aura lieu le 1<sup>er</sup> juin

prochain.

LA COUR DES COMPTES

Installation de M. Petitjean.

On lit dans le Journal officiel :

Le lundi 8 janvier 1872, à midi, la cour des

comptes s'est réunie en audience solennelle dans

sa grande chambre, pour procéder à la réception

et à l'installation de M. Petitjean, conseiller



Le R. P. Félix vient d'être chargé par Mgr l'archevêque de Paris de prononcer un discours le 16 janvier, jour fixé pour la cérémonie funèbre qui doit avoir lieu à l'honneur des soldats morts pour la défense de l'ordre et de la patrie.

## LES CORRESPONDANCES

### LETTRES DE SAINT-PÉTERSBOURG

2 janvier 1872.

Nos journaux continuent d'examiner la situation politique. Le *Messenger du Gouvernement* a clairement expliqué celle de la Russie. L'empereur Alexandre, dans un toast porté au nouvel empereur d'Allemagne pendant le dîner des chevaliers de Saint-Georges, a proclamé des amitiés traditionnelles et basées sur des intérêts communs. Malgré le tapage de la *Gazette de Moscou*, le public russe de cette ville a accueilli avec empressement et distinction les feld-marchaux et les généraux allemands et le terrible M. Katkow a été dans le plus grand embarras quand le prince Frédéric-Charles lui a demandé pourquoi il était un si grand « mangeur d'Allemands ». — Aussi, les journaux de Saint-Petersbourg, notamment le *Golos* et la *Gazette de la Bourse*, qui avaient pris parti contre les Allemands pendant la guerre, ont fait volte face.

Quant à nos rapports avec l'Autriche, nos journaux développent que, malgré l'hostilité plus ou moins prononcée des divers ministères qui se sont succédés d'une manière si rapide dans ce pays, malgré la haine incurable de la presse autrichienne contre la Russie, ces rapports sont toujours restés bons. Si la Russie avait sur l'Orient les vues ambitieuses que la presse autrichienne lui impute, elle aurait eu, en 1829, en 1837 et en 1848 de belles occasions pour les mettre à exécution. La Russie n'est nullement hostile à la Turquie, elle considère l'empire ottoman aussi nécessaire pour l'équilibre européen que l'empire autrichien, et elle s'opposera à la dissolution de l'un ou de l'autre de ces deux empires.

Quant à ce qui concerne les Slaves, la Russie a pour eux les sympathies naturelles pour des nations de même race, mais ces sympathies ne ressemblent en aucune manière à une provocation, et n'ont rien de menaçant pour l'empire autrichien. En général, la situation de la Russie est la meilleure possible; elle ne menace personne et elle n'est pas menacée. Son principe est de vivre en paix avec tout le monde.

\*\*\*

Le manifeste concernant le nouveau recrutement vient de paraître. Il sera le dernier avant la réforme militaire, et on prélève cette fois 6 hommes sur 1,000, et quelques provinces, qui ont eu des arrangements de ce fait, lors du dernier recrutement, fournissent en outre trois quarts de recrues par mille hommes. L'opération commencera le 15 janvier et sera terminée le 15 février. Seront seuls exemptés : les étudiants des universités et autres institutions supérieures pendant la durée de leurs études. Les artistes, les ingénieurs et les médecins, qui étaient auparavant exemptés du recrutement, doivent se présenter aux commissions. Le prix du rachat est fixé à 800 roubles; mais maintenant ce sera le ministère de la guerre qui fournira les remplaçants. Le recrutement s'ouvrira sur tous ceux qui ont atteint 21 ans au 30 décembre.

\*\*\*

La question si ardue du choix d'un système de recrutement à adopter pour le service obligatoire a donné lieu à plusieurs projets, dont aucun n'est affranchi d'inconvénients. Des trois systèmes en présence, le premier consiste dans le recrutement suivant un tour de rôle observé entre les familles classées en un certain nombre de catégories, selon le nombre de travailleurs appartenant à chaque famille. Le second s'effectue par la voie du tirage au sort; et enfin les paysans de la classe des anciens serviteurs qui dépendaient du domaine privé sont désignés par les communes elles-mêmes. La commission paraît disposée à adopter un système mixte qui consisterait à classer tous les individus astreints au service, en cinq catégories distinctes, dont la dernière comprendrait les soutiens de famille et les fils uniques qui, jusqu'ici, ont été affranchis du recrutement. Cette catégorie ne serait atteinte que dans le cas où les classes antérieures se trouveraient épuisées. Les familles possédant deux travailleurs seraient classées dans la deuxième catégorie et celles qui en ont trois ou plus dans la première. — M. DE BELIN.

## ÉCHOS MILITAIRES

La commission militaire des quarante-cinq, chargée du projet de loi de réorganisation de l'armée, s'est arrêtée, après une longue discussion quant à la durée totale du temps de service, à neuf années, dont cinq sous les drapeaux et quatre dans la réserve.

Nous regrettons l'incorporation de la totalité du contingent, afin que tout Français valide et jouissant de ses droits civils et politiques soit astreint pendant un an au moins au service militaire, n'ait pas eu gain de cause.

Étant en effet admises les limites budgétaires, qui sont essentiellement restreintes, il est clair que la plus grande partie du contingent annuel ne recevra que peu ou pas d'instruction militaire. Sur les 160,000 hommes valides environ dont il se compose, 80,000 pourront à peine être incorporés. En cas de guerre, la moitié des contingents dont on disposera pour l'armée et qui, par le fait, n'auront du militaire que le nom, seront incapables de rendre le moindre service, du moins dans les débuts.

Or, il faut remarquer que de nos jours, et avec les nouvelles combinaisons de rassemblements rapides créées par les chemins de fer, la plus importante condition à remplir pour obtenir des succès réels, consiste à pouvoir porter plus tôt que l'ennemi, et sur un point quelconque, la plus grande masse de troupes possibles. Tel a été le secret des premières victoires de la Prusse pendant la guerre. Espère-t-on y arriver, si toutes ces recrues sont d'abord obligées de passer un stage plus ou moins long dans les dépôts? C'est évidemment impossible, et au début d'une nouvelle campagne, nous n'aurions encore, comme en 1870, que des régiments d'un effectif de guerre dérisoire à opposer à tous les contingents réunis de nos adversaires.

Il faut donc obtenir, avant tout, l'incorporation totale du contingent.

## CAUSERIES CYNÉGETIQUES

La loi sur la chasse, de 1844, présente des inconvénients sans nombre; et, depuis longtemps déjà, le monde des chasseurs s'en était vivement ému et demandait qu'elle fût révisée; mais, c'est vainement, qu'à l'aide d'irréfistibles arguments, les plumes les plus autorisées en matière cynégétique, avaient démontré son imperfection, leurs plaintes étaient restées sans écho, et la loi était appliquée dans toute sa rigueur. Malgré ce peu de succès, les interpellations n'en continuaient pas moins, et cette fois, le résultat ne s'est pas fait attendre: il est, paraît-il, décidé qu'elle va subir de nombreuses et prochaines améliorations.

Une commission doit être nommée à cet effet; elle se renseignera auprès des intéressés elle-même appelés à fournir tous les éclaircissements nécessaires sur les points qui réclament ces réformes.

Voici d'ailleurs comment on procéderait: les maires seraient invités, par circulaire, à convoquer tous les porteurs de permis de chasse, afin qu'ils aidassent, par le concours de leurs observations personnelles, à la rédaction d'un rapport qui serait ensuite adressé au préfet; celui-ci le renverrait à la commission, après toutefois l'avoir annoté.

La fixation définitive du prix du port d'armes et l'adoption de mesures efficaces contre le braconnage seraient, nous assure-t-on, au nombre des premières questions mises à l'ordre du jour.

Il serait grand temps, en effet, que l'antiquité prit enfin un parti, relativement aux déprédations sans cesse renaissantes des braconniers.

Prenons-y garde, le gibier se fait de plus en plus rare en France, et cet état de choses tient tout aussi bien au déboisement du pays, qu'à la mise en coupe réglée du gibier par MM. les braconniers.

Rien ne les arrête dans leur coupable industrie, et pour un peu plus ils traiteraient de drôles les propriétaires, et reg. deraient comme appartenant au premier occupant les terrains où se rencontre le gibier.

Si par hasard vous abattez une pièce de gibier en présence d'un de ces larrons, il lance son chien sur l'animal, quel qu'il soit, et, non content de s'en emparer à votre nez, à votre barbe, il vous offre, avec un merveilleux aplomb, de vous le céder moyennant finances. Acceptez-vous, il vous le vend un bon prix; refusez-vous, il met la bête dans sa carniassière et s'éloigne en vous traitant de lard, et pis encore.

Quo faire? Se colleter avec eux? Si du moins on était le plus fort!

Mais, ne manquera-t-on pas de nous objecter, il existe des sociétés pour la répression du braconnage. Ces sociétés existent bien, en effet; il s'agit seulement de savoir si leur action peut assez s'étendre pour donner tous les résultats qu'on peut en attendre; et jusqu'à ce jour, nous devons l'avouer, cette action a été des plus restreintes. Cela tient surtout à ce qu'elle se trouve limitée tantôt à un ou deux départements au plus, souvent même à une seule commune.

Si, depuis quelques années, le braconnage a fait de si rapides progrès, ce n'est pas tant à l'autorité qu'à la négligence des propriétaires qu'il faut l'attribuer.

Malgré son zèle, le gendarmier ne peut être partout à la fois; c'est donc à vous qu'il appartient d'y suppléer, en nommant des gardes particuliers. De nombreux propriétaires ont déjà pris ce parti et s'en trouvent bien. Que ne les imitez-vous?

M. le comte de Nettancourt, un des grands propriétaires de la Meuse, avait donné ces jours-ci rendez-vous à quelques chasseurs dans les bois de Thillombols, où abonde le gibier. Dix sangliers ont été abattus, ainsi qu'une forte louve, six renards et deux chats sauvages.

Le 2 janvier M. Ledoux, riche propriétaire du Gard, en ce moment en déplacement de chasse, dans les Alpes, a tué deux coqs de bruyère et quelques gélinottes.

Le même jour, on chassait le lièvre chez M. Samuel Hirtson, dans les bois de la Maronnère. Quelques dames ont pris part à ce laisser-courre, l'un des plus charmants de la saison. Les chiens, découplés dans les buissons, Orléans, rappelaient presque assés, et un instant après la fanfare de la corne, le piqueur annonçait le lancé. Le lièvre commença par raudonner, puis sauta en plaine, et pendant les quarante minutes que dura cette première chasse, les chiens ne le perdirent pas un instant de vue; l'animal fut pris au moment où il revenait au lancer. Après ce premier exploit, les tuteurs furent ramenés aux buissons. Orléans, et, après une quête de quelques minutes, avait lieu un second lancer. La classe, cette fois, dura beaucoup plus longtemps, d'autant plus qu'une grande partie des chiens donna dans un défaut et prit la voie d'un renard, et que l'animal de meute était un vieux et solide bouquin, au fait de toutes les ruses du métier. Il fallut plus d'une heure et demie pour le prendre.

Le 2, avait lieu une chasse au chevreuil dans les bois de M. le comte de Proin. Le rendez-vous avait été fixé au carrefour de l'Hermitte. L'animal, lancé sur le poteau des Tourtelles, a pris sur-le-champ son parti par le chemin des Drosses, traversé la route, fait un faux rembuchement, suivi la lièvre du bois pendant quelque temps; puis, après s'être rembuché, s'est mélé à une harde. Les chiens, mal dirigés par le piqueur Louis, se sont emportés sur le change; on a dû les rompre et rentrer au château, après avoir sonné la retraite manquée.

Les 26 et 30, on a chassé à Chantilly; mais, par suite du brouillard, on a dû, les deux fois, laisser l'animal hallali courir.

Le 28, l'équipage du duc d'Aumale a chassé à Chantilly. Le rendez-vous était à la Table-Ronde. Attaqué un cerf dix-cors aux tailles Notre-Dame, qui est noyé dans l'étang de Comelles, après un laisser-courre d'une heure et quart. — GASTON PROGRES.

## HOMMES ET CHOSES

A entendre tout ce qui se disait dans les clubs, pendant la période électorale, il y avait vraiment à trembler que la démagogie ne réussît à faire élire son malheureux candidat.

Lundi matin, Paris en se réveillant a poussé un gros soupir de satisfaction, ou plutôt de soulagement. Encore un peu dérépité jusqu'au retour du règne de la Terreur, s'est-il dit; mais cela ne suffit pas!

Ah! le bourgeois de Paris est encaie en danger. A présent que son candidat, je ne dirai pas de prédilection, mais de raisonnement, a passé bon premier, il s'agit de payer la carte. La carte, c'est le retour à Paris. M. Vautrain la promet; s'il ne l'obtient pas de M. Thiers, on entendra de tous côtés retentir le fameux: — Tout est rompu, mon gendre!

Bourgeois de Paris que je suis, et des

plus renforcés, et des plus convaincus, je me suis demandé souvent, en établissant un colloque par demandes et par très peu de réponses avec ma conscience, s'il est bien utile que la Chambre revienne à Paris, et j'avoue que les raisons d'amour-propre ou de chauvinisme ont été les plus décevantes.

Au point de vue de l'ordre, de la sécurité dans la rue, c'est autre chose. Pourtant, cette élection de M. Vautrain nous laisse pour le moins six bons mois de tranquillité électorale, et ce n'est pas une mince considération; car, ne nous y trompons pas, les frères et amis lâcheront Victor Hugo à la prochaine.

Ils sont d'abord furieux de ce qu'il se refuse à payer les frais ou, du moins, une partie des frais de son élection, lui, millionnaire, lui, le plus fort actionnaire de la Banque de Belgique, et ils ont parlé bien raison.

Puis, il n'a pas accepté le mandat impératif, car il les a entortillés avec son contrat; il a épié le jour du drapeau rouge; enfin, il n'a pas réussi à ce qu'on puisse dire de lui: — C'est un bon zig!

À la prochaine, on choisira un galdrien en retrait d'emploi; c'est convenu.

Et, ce jour-là, ceux du ban et de l'arrière-ban, qui sont en rupture, donneront comme un seul homme.

C'est encore l'Académie; mais je ne parlerai pas de Mgr Dupanloup, bien que le sujet soit intéressant et que le prélat soit un des rares hommes de ce temps.

Il s'agit des candidats qui restent à la porte, en attendant que « la Parquie » vienne faire un ou plusieurs nouveaux vides dans l'illustre corps.

On dit — que ne dit-on pas? — qu'Alexandre Dumas ne veut pas absolument se plier à l'usage de faire des visites, et que cette raison seule explique l'absence de son nom entre ceux qui, dernièrement, ont été ballottés par les immortels.

L'usage est tyrannique, et il n'est pas une bonne âme qui n'ait gémi sur cette broussaille toutouf (épithèse, mais ce n'est qu'un usage, ce n'est pas une loi).

J'ai sous les yeux le règlement de l'Académie française, délibéré dans la séance du 21 juin 1816 et approuvé par ordonnance de Louis XVIII, dit-il catégoriquement, article 14, paragraphe 2:

« Les prétendants aux places vacantes seront invités à se dispenser de faire aucune visite aux académiciens pour solliciter leurs suffrages. Il suffira qu'ils fassent connaître leur vote, soit en le communiquant de vive voix ou par écrit à un académicien, soit en se faisant inscrire au secrétariat. »

Mais heurtez-vous donc contre la vanité humaine. Ces messieurs veulent des visites, il leur en faut; sinon, pas de suffrages.

On a dit — que ne dit-t-on pas? — que M. Renauld, le nouveau préfet de police, avait offert sa démission, et que le général Valentin, son prédécesseur, était malade. Ce n'est pas une sinécure, que cet emploi, et ceux qui en sont investis ne tardent jamais beaucoup à reconnaître que le premier venu ne peut pas le remplir et qu'il faut des qualités multiples pour s'y conserver.

M. Thiers, à ce qu'il paraît, ne confine pas du tout ce fonctionnaire dans la catégorie des rouages administratifs dits inutiles. C'est à sept heures du matin qu'il le reçoit chaque jour, dit-on; or, comme le préfet habite la place Dauphine, et qu'il n'y a pas moyen de prendre le chemin de fer pour aller plus vite, il lui faut partir, avant le jour, en poste, pour se trouver à Versailles à l'heure prescrite.

M. Thiers aime beaucoup les racontars de la police; ils sont parfois très amusants, et M. Renauld en a toujours une jolie petite collection pour les lui servir chaud à son lever.

Le président partage ce goût, fort innocent du reste, avec Louis-Philippe, et surtout avec Louis XV.

Je ne sais pas ce que M. Renauld raconte au chef de l'Etat; mais les petites chroniques du vieux temps sont remplies des récits que M. Berryer, lieutenant de police, faisait au sultan du Parc-aux-Cerfs.

Ces petites chroniques me font un peu l'effet de certains reporters des journaux frivoles qui, lorsqu'ils n'ont pas d'historiettes à insérer, en inventent sans vergogne.

Qu'a pu dire M. Renauld sur le rétablissement des jeux? Quel est son avis sur cette grosse question? Dit-il qu'un tas de petits frondeurs d'estaminet aient aventuré chaque soir cinq ou six louis sur la rouge, et il songerait plus à réformer l'Etat? Dit-il que le peuple français, le Parisien surtout, est un grand enfant, et qu'il lui faut des jeux bien bryants, bien amusants, bien poignants, mais pas compliqués, et qu'à ce prix, il donne la paix.

Maintenant, le Parisien vient de briser son jouet-Hugo; il sait ce que cette poupée avait dans le ventre — du son, comme toujours. — A un autre!

CHRYSALE.

## LES TRIBUNAUX

### SIXIÈME CONSEIL DE GUERRE

Présidence de M. de la Porte, colonel du 12<sup>e</sup> chasseurs à cheval.

Audience du 8 janvier

MASSEME DES OTAGES. — ASSASSINAT DE L'ARCHEVÊQUE DE PARIS. — DE M. LE PRÉSIDENT BONJEAN, DE M. L'ABBÉ DEGUERY ET DE M. JÉSUITES. — COMPLICITÉ D'ASSASSINAT. — VOL. — USURPATION DE FONCTIONS, ETC. — VINGT-TROIS ACCUSÉS.

La *Liberté* a donné hier les noms et prénoms des accusés.

Les débats viennent à peine d'être ouverts, et déjà nous entendons raconter d'horribles détails. Les accusés nient les faits qui leur sont imputés ou s'accusent les uns les autres; ils protestent contre les dépositions des témoins, rappelés par le président dans son interrogatoire. Plusieurs de ces dépositions sont acablantes.

A part François, dont la physionomie est assez douce, et Héralin, jeune homme imberbe, à peine âgé de dix-sept ans, presque tous les autres ont un aspect repoussant.

Picon et Langheine portent le costume de surveillance; le premier est décoré de la médaille d'Italie. Ramin, qui paraît intelligent et se défend avec une extrême énergie, a un regard féroce. Genton a une figure sinistre; on nous dit qu'à cause de sa ressemblance avec l'assassin des servantes, les fédérés l'avaient surnommé Dumoulin; grosse tête, larges oreilles, cheveux et barbe longs et touffus, il a une énorme verrue sous l'œil gauche, tout contribue à donner à cet homme une physionomie des plus hideuses. La figure de Girout, qui est assis à côté de lui, n'est pas plus séduisante: le front et le bas du visage avancent d'une façon exorbitante; c'est à peine si on aperçoit ses yeux cachés par d'épais sourcils.

Pigerre ne le cède en rien pour la laideur à Girout et à Genton; de plus, il est borgne; trois autres des accusés ont d'ailleurs la même infirmité.

Deux femmes sont parmi les accusés: la femme Prévoit, habillée de noir, n'offre rien de particulier quant à son extérieur. La femme Guez-de-Pierre, au contraire, est une robe honteuse; elle est borgne, ce qui ajoute encore à sa laideur. Elle

est dans un état de grossesse si avancé qu'on ne peut lui soit pas possible d'assister à tous les débats.

M. le commandant Rustan, commissaire du gouvernement, assisté de M. le commandant Guiney, est chargé de soutenir l'accusation.

Le rapport entre dans les détails de l'exécution. Le défaut d'espace ne nous permet d'en donner que l'abrégé, dénouement du drame terrible de la Roquette.

« L'assassinat a été consommé à l'extrémité sud du second chemin de ronde, à l'angle du mur extérieur qui borde la rue de la Folie-Régnauld et la rue de la Vaguerie. »

Les victimes paraissent avoir été placées debout en un rang, le dos à trois mètres environ de ce mur.

« Un seul feu de peloton prolongé avec deux courts intervalles, puis quelques coups isolés ont été entendus à huit heures moins quatre minutes. »

« Les victimes sont tombées à la place même où l'on a ensuite relevé leurs corps. »

Aucun d'elles ne paraissait avoir été blessée, car les blessures correspondaient exactement aux flaque de sang qu'elles avaient répandues sur la terre. Elles étaient rangées sur le dos presque parallèlement dans l'ordre suivant:

« Mgr Darboy se trouvait à la droite de ses compagnons; puis venait M. Bonjean, M. Dequerry, le P. Clément, le P. Drocque, Robin et C<sup>o</sup>. »

« Voyez! il est encore fumant; je viens de m'en servir pour domier le dernier coup au fameux archevêque! » Un fédéré disait, en quittant le lieu du crime: « Cette vieille canaille de Darboy ne voulait pas mourir; il s'est relevé trois fois, et je commençais à avoir peur de lui! »

« Les deux heures, d'après ce que nous aurons pu en tirer, les corps, ces misérables désaient encore à qui voulait les entendre: « Nous venons de gagner 30 francs! »

« Vers onze heures du soir, les otages de la quatrième section furent réveillés par l'arrivée de plusieurs personnes qui circulaient dans leur corridor: c'étaient le directeur François, Ramin, Picon, le P. Clément, le greffier de la petite Roquette, puis un officier de fédérés surveillant Lamotte le délaissait avec un falot. Ils venaient faire une perquisition dans les celles vides, afin de prendre ce que les victimes avaient pu y laisser de précieux. »

« François, obligé de fatiguer pour reconnaître les objets, s'adressa à ceux qui étaient sur les murs n'avaient pas été gardés. Il frappa au 21, en demandant: « Qui est là? » Ramin lui répondit: « C'est M. Bécourt, curé de Bonne-Nouvelle. »

« Ah! il est pour la prochaine tournée, reprit le directeur. »

« Dans chaque cellule, ces hommes faisaient leurs réflexions, d'après ce qu'ils voyaient, sur la richesse ou la pauvreté des malheureux victimes. Chez l'abbé Allard, on ne trouva rien et on dit: « Pauvre diable! »

« Chez Mgr Darboy, une discussion s'engagea: C'est une émeraude, disait l'un; c'est un diamant, disait l'autre. Ceci est de l'or; non, c'est du vermeil, etc. »

« Dans la cellule du P. Drocque, on l'entendit se plaindre de ne trouver que « des foutaises de Jésus. »

« Ils firent un paquet de tout ce qu'on avait ainsi ramassé, et ce paquet fut porté chez François, le directeur. »

« A deux heures du matin, Vézis, Ramin, Picon, Rohé, greffier des jeunes dévies, Giraud et trois ou quatre autres, parmi lesquels Girant, Grangeaud, Latour et Levin, éclairés par l'émancipation, sont allés au lieu du crime pour enlever les cadavres. Ils ont commencé par fouiller les vêtements en déchirant les étoffes et arrachant les boutons, s'éloignant le doigt en disant: « Ne touchez pas à ces objets, ils sont à l'archevêque. »

« C'est s'écarter-il en frappant le corps; il m'a fait encore du mal. »

« Quand cette hideuse besogne fut terminée, Latour jeta les corps de Mgr Darboy, de M. Bonjean et de M. Dequerry dans une petite voiture à bras que le greffier Rohé avait prise chez un entrepreneur nommé Marty, et l'on partit pour le Père-Lachaise; Latour traîna et les autres poussaient cette voiture qui escortaient des fédérés en armes. Rohé et Giraud suivaient. »

« Avant de sortir de la prison, Ramin déposa encore chez François les objets que l'on avait trouvés dans les cellules. »

« Puis on se dirigea vers le cimetière du Père-Lachaise. »

« Là, les corps furent déposés dans une fosse commune toute préparée. »

« Et l'on vint chercher les cadavres de l'abbé Allard et des PP. Clément et Dequerry. »

« Le second voyage s'effectua avec les mêmes hommes, Giraud seul n'en fut pas; il rentra chez lui étant trop ivre. »

« Les fédérés, qui avaient ainsi fait disparaître les traces du crime, reçurent chacun 60 centimes de Vézis. »

« Aucun des objets recueillis dans les perquisitions n'ont été remis à la justice. Les bijoux retrouvés, l'argent des victimes, leurs bijoux, leurs livres, leurs papiers et leurs habits avariés déposé chez François, ont dû être triés et partagés entre cet homme, la fille Grandel, sa concubine, les greffiers Rohé et Giraud, Ramin et Picon, puis Vézis. »

« Un paquet de vêtements, abandonnés sans doute dans ce triage, a été remis le 23 mai, vers cinq heures du soir, à quatre gars nationaux par la fille Grandel. Elle leur a dit de les brûler et leur a donné de l'argent pour acheter 3 litres de pétrole. »

« Le 3 juin, une perquisition faite au domicile de Giraud, a permis de découvrir le cachet officiel à la quatrième section, a amené la saisie d'une grande quantité de porte-monnaie renfermant des valeurs en argent, en or et en billets de banque pour 2,488 fr.; puis des montres, des bagues, des clefs, du linge et des livres provenant des otages assassinés le 24 mai et les jours suivants. »

Interrogatoire des accusés.

François était directeur de la Roquette. Le 24 mai, il a été nommé avec Ferré.

Nommé au poste qui lui confiait la Commune, grâce à l'influence des frères Ravin, l'ancien empaleur s'était immédiatement entouré d'hommes sur lesquels il pouvait compter; il insultait journellement les détenus, se faisait un plaisir de leur annoncer qu'ils allaient être fusillés. Enfin, il prenait le mot d'ordre de l'assassin, en séide dans la prison, et le lendemain, au matin, Ferré, il recevait la mission de fusiller les otages, livrait les victimes au peloton d'exécution, assistait aux meurtres, et de ses propres mains, dépoillait les cadavres des valeurs qu'ils avaient encore sur eux.

Françoise nie.

Le commissaire du gouvernement interroge à son tour l'accusé. Il tient à savoir, heurte par jour, l'emploi du temps de François dans la journée et dans la nuit du 24 mai. Il veut aussi connaître le motif qui a poussé le directeur de la Roquette à faire de Ramin, qui était jusqu'alors surveillant de 3<sup>e</sup> classe, un brigadier en chef.

Répondant à ces questions, pour le plaisir, et sur lesquelles les dépositions des témoins pourront seules faire la lumière.

François se rassied. Il ne paraît pas le moins du monde ému. Sa tête maigre et osseuse, aux cheveux en brosse et aux fines moustaches brunes, offre l'expression d'une décision toute militaire. L'œil droit est cécité, et l'œil gauche, et en outre, il est droit et gauche avec une extrême mobilité. Mais l'accusé, en somme, montre assez de sang-froid.

Ramin, interrogé, dit n'avoir agi que contraint et forcé. Il est verbeux, il parle haut et avec abondance; mais il s'embarrasse dans ses dires et balbutie souvent sur les faits importants.

Il est défiant, et s'accompagne le peloton d'exécution jusqu'au bout.

Le commissaire du gouvernement lui demande s'il reconnaît au banc des accusés quelqu'un qui ait directement participé au meurtre.

Ramin, avec force. — Oui, mon président. Le commandant Pigerre a ordonné le feu.

Longue et profonde sensation.

Pigerre fait un soubresaut; ses traits se contractent; il semble qu'il va parler, mais il demeure silencieux.

L'audience est renvoyée à demain.

## Emprunt de 4,000,000 de dollars

DE LA  
VILLE DE WASHINGTON  
CAPITALE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET DU DISTRICT DE COLUMBIA

Autorisé par acte du Congrès des États-Unis du 21 février 1871, et confirmé par vote du peuple du 24 novembre 1871.

Intérêts à 6 0/0 payables en or

Sans déduction d'impôt des États-Unis

LE 1<sup>er</sup> JANVIER ET LE 1<sup>er</sup> JUILLET DE CHAQUE ANNÉE

L'amortissement de l'emprunt se fera au moyen de rachats à effectuer par une commission nommée par le gouvernement.

Les obligations qui resteront en circulation après vingt années, seront remboursées au pair en monnaie légale des États-Unis.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Elles sont émises à 100 0/0, à raison de 5 francs le dollar, payables le 11 janvier.

Les souscripteurs pourront cependant ne payer que 20 0/0 de la souscription, et le reste le 15 mars au plus tard, mais en bonifiant les intérêts à 6 0/0.

LES INTÉRÊTS ÉTANT PAYABLES EN OR, ET LE DOLLAR VALENT ACTUELLEMENT 5 FRANCS 25 CENTIMES, LES OBLIGATIONS RAPPORTENT DONC 6 3/8 0/0 ENTRON.

La souscription est ouverte les 10 et 11 janvier à PARIS, chez MM. SELLON frères et C<sup>o</sup>, 32 bis, boulevard Haussmann;

À MARSEILLE, chez MM. DROCQUE, ROBIN et C<sup>o</sup>, et chez MM. DE COUVÉ et C<sup>o</sup>;

À LYON, au COMPTOIR LYONNAIS;



teurs; et l'on n'a pas fait d'indescentes avances à des négociants de Hambourg.

En conclusion, M. de Saint-Yves a demandé à l'Assemblée de réviser l'impôt sur le revenu, et il a repoussé l'impôt général sur le revenu, et n'a pas accepté non plus le projet restreint de la commission; elle se trouve aujourd'hui devant la troisième, et je crois que ce dernier projet est encore plus mauvais que les deux autres. (Mouvements divers.)

M. Rouvère demande que, pour sortir d'embarras, on adopte le projet qui a été proposé, et qu'on dise l'impôt sur le revenu et qu'on augmente de l'impôt sur le sel; et j'ai quelque peine à le faire, dit l'honorable représentant, puisque tant de personnes ici absorbent autant de sel que moi. (Hilarité générale.)

L'orateur reconnaît que cet impôt est impossible, et il explique les raisons qui, dans le passé, ont contribué à le faire échouer. Il dit que cet impôt serait un impôt général que le patriotisme oppose. Ce consommé de sel l'homme de la loi le payait. Le premier 5 kilos, et le second 7 kilos, mais si celui-ci consommait davantage, il le payait et le troisième (Rires et bruits). Le gouvernement veut nous acculer dans une impasse. (Très bien!) le gouvernement a repoussé l'impôt sur le revenu; il est venu à cette tribune dire qu'il faudrait 25,000 employés de plus; 100 mille au lieu de 75,000. Cela fait très bien dans le tableau, mais cela n'est pas exact. (Rires généraux.)

M. le ministre des finances l'a en saurait 22,000.

M. Rouvère: Eh bien! je vous prouverai qu'il n'en faudrait pas 200 de plus. C'est aussi un moyen de parler de l'impôt et de l'impossibilité de la déclaration. L'orateur pense que le grand parti conservateur devrait s'emparer de cette idée pour l'appliquer. L'orateur dit qu'il est à la gauche, mais qu'il appuie le parti conservateur et qu'il en agit ainsi par amour du pays.

Ne venez pas nous envahir pour empêcher l'impôt sur le revenu de s'établir en France. (Vives réclamations à droite.)

L'orateur explique comment il ferait contrôler la déclaration par les répartiteurs avec la garantie du recours auprès du conseil de préfecture. (Déclamations.) Il dit que la propriété foncière est aussi chargée qu'on l'a prétendu. C'est seule qui porte avec elle sa garantie. (Bruit.) Il faut frapper toutes les classes de la société; vous n'y parviendrez que par ces deux impôts, celui du revenu, celui de la propriété.

On considère la propriété comme étant grevée actuellement de 176 millions; elle produit environ 3 milliards 900 millions et n'est frappée que d'une douzième, alors qu'en 1790 elle était frappée d'un dixième.

Je rappelle à l'honorable M. Thiers, dit-il, l'histoire de son patron, le banquier. M. Thiers dit: «Faites de la bonne politique, vous aurez de bonnes finances», et je le retourne en disant: «Faites de bonnes finances et vous ferez de la bonne politique.»

Je dis à l'Assemblée: Adoptez l'impôt sur le revenu dans l'intérêt social. (Déclamations.) Souvenez-vous que le grand William Pitt a frappé la nation anglaise de 100 0/0. Eh bien! la nation, une par ses sentiments patriotiques, a accepté, sans doute en murmurant — car tout le monde murmure quand il faut payer (Rires). — a accepté de payer cet impôt énorme. (Applaudissements.)

M. de Pompière monte à la tribune et veut combattre les amendements développés par M. Rouvère.

M. le président lui fait observer que les amendements viendront ultérieurement en discussion.

M. de Pompière descend de la tribune.

M. Thiers, président de la République, s'exprime ainsi: «L'Assemblée et l'Assemblée, nous l'avons éprouvé nous-mêmes. Pourquoi? Parce qu'il n'y a pas de bon impôt, c'est-à-dire il n'est pas d'impôt qui n'ait son inconvénient très grave, surtout quand on est arrivé à la limite des impôts.

L'honorable représentant qui descend de cette tribune nous a dit qu'il voyait bien ou nous voyions arriver, à l'impôt sur les matières premières. Et nous, nous voyons aussi qu'il n'y avait rien à attendre à l'impôt du revenu. (Rires d'approbation.)

Non! je n'aurai pas de représailles; et cependant je serai plus exact en disant de vous que vous voulez nous amener à l'impôt sur le revenu. Vous semblez croire que nous cédons à un système nous favorise, ou telle classe. Non! nous ne sommes pas un gouvernement qui ait à se préoccuper de fautes, nous cherchons à sortir le pays d'un embarras où nous ne l'avons pas mis.

Un adresse à une partie de l'Assemblée et on lui dit: Encore un effort et de nouveau faites un sacrifice! Ils vont se débiter, qu'ils disent, et ils se débiteront, et plusieurs même d'entre eux voudront d'abord voter l'impôt sur le revenu. Ne nous attribuons donc pas des arrière-pensées; l'Assemblée est avant tout une Assemblée sincère, honnête, qui cherche, comme nous, à sortir des embarras où nous avons été mis.

Je ne suis point ennemi de l'impôt sur le revenu par esprit de système. Je repousse cet impôt, parce qu'il est essentiellement arbitraire. (Très bien!) Et il serait plus arbitraire que l'impôt en Angleterre, où les bases de l'impôt sont taillées sur des souches aussi qu'elles le sont en France.

M. Thiers, revenant à l'impôt sur le revenu, déclare qu'il ne l'admettra jamais, parce que la sagesse de cet impôt, avec la déclaration et l'inspection, sera toujours entre les mains du plus fort contre le plus faible. Ce serait la faute la plus grave que l'on pourrait commettre, que de vouloir établir cet impôt dans le pays. Quant à moi, je m'y opposerai toujours d'une manière absolue.

La commission a voulu sortir d'embarras en proposant l'impôt sur le revenu. Nous avons fait tout possible pour nous entendre, et nous avons successivement écarté les impôts qui pouvaient avoir un caractère inquisitorial. La commission s'est trouvée peu à peu dans la nécessité d'abandonner son projet, parce que toujours on y rentrait l'arbitraire. (Approbation.) Nous sommes ainsi arrivés à l'impôt sur les matières premières. Nous y voilà! Vive l'approbation! Est-ce que nous nous en fions?

Habituellement, quand il y a un embarras, je ne connais pas d'autre moyen d'en sortir que d'ouvrir la fenêtre et de le déclarer au pays. Est-ce que c'est nous qui avons mis le pays dans l'état où il est? Si l'en a qui regrette le passé, c'est un goût, ce n'est pas le nôtre. (Vifs applaudissements.) Nous n'avons rien à cacher. Nous n'avons pas de finesse, et nous cherchons dans la situation l'impôt que nous pouvons vous proposer.

M. Thiers entre dans l'examen des seuls impôts qui restent possibles.

On a un décliné sur tous les impôts, ou l'impôt sur les matières premières, telle est l'alternative sur tous ne pourriez sortir. Quel choix faire? (Mouvements divers.) Messieurs, je vous prie de ne pas faire de réponse quand je vous interroge (Hilarité générale); laissez-moi y répondre; si ma réponse ne vous convient pas, vous en ferez une autre.

L'honorable orateur dit qu'il a toujours et du penchant pour l'addition d'un quantum à tous les impôts, qu'il y est revenu en voyant les embarras de la commission, mais qu'il l'a abandonné, devant de très graves considérations qui l'ont fait revenir à l'impôt sur les matières premières. (Légères rumeurs à gauche.)

M. Thiers continue en disant de nouveau que l'Assemblée aura à choisir entre les divers impôts qui lui sont soumis, car il faut faire face à une somme de 100 millions ou tout au moins à celle indispensable de 147 millions; mais il ne dissimule pas que c'est à regret que le gouvernement a présenté l'impôt sur les valeurs mobilières.

Si vous n'adoptez ni le quantum, ni l'impôt sur les matières premières, alors nous examinerons les impôts fiscaux (Mouvement), parmi lesquels se trouve l'impôt sur le capital mobilier, ainsi que celui sur le sel. Ce dernier, je me hâte de le déclarer, tel que le soutient dans son patriotisme l'honorable M. Rouvère, n'est pas l'ancienne gabelle.

Ne repoussons aucun système par esprit de système. (Très bien!) Si vous votez aujourd'hui l'impôt sur les valeurs mobilières, dans deux jours vous en auriez décidé, faites ainsi que je vous le conseille, et, d'après votre décision, nous venons à vous présenter les impôts les plus acceptables, ou du moins les moins inacceptables. (Applaudissements sur divers bancs.)

M. Randot monte à la tribune. (A demain! à demain!)

M. le président fait connaître que demain la séance s'ouvrira par la discussion sur le projet relatif à l'approbation de la convention additionnelle au traité avec l'Allemagne; puis, suite des matières en discussion aujourd'hui.

La séance publique commencera à trois heures.

Un membre demande qu'on distribue au plus vite les tarifs relatifs aux traités de commerce.

Sur la proposition de M. Thiers, la Chambre décide de suspendre toute décision sur les impôts jusqu'à ce que tous les systèmes aient été l'objet d'une discussion générale, qui aura lieu dans l'ordre suivant: Valeurs mobilières, quantum, matières premières.

La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes.

parce qu'il est essentiellement arbitraire. (Très bien!) Et il serait plus arbitraire que l'impôt en Angleterre, où les bases de l'impôt sont taillées sur des souches aussi qu'elles le sont en France.

M. Thiers, revenant à l'impôt sur le revenu, déclare qu'il ne l'admettra jamais, parce que la sagesse de cet impôt, avec la déclaration et l'inspection, sera toujours entre les mains du plus fort contre le plus faible. Ce serait la faute la plus grave que l'on pourrait commettre, que de vouloir établir cet impôt dans le pays. Quant à moi, je m'y opposerai toujours d'une manière absolue.

La commission a voulu sortir d'embarras en proposant l'impôt sur le revenu. Nous avons fait tout possible pour nous entendre, et nous avons successivement écarté les impôts qui pouvaient avoir un caractère inquisitorial. La commission s'est trouvée peu à peu dans la nécessité d'abandonner son projet, parce que toujours on y rentrait l'arbitraire. (Approbation.) Nous sommes ainsi arrivés à l'impôt sur les matières premières. Nous y voilà! Vive l'approbation! Est-ce que nous nous en fions?

Habituellement, quand il y a un embarras, je ne connais pas d'autre moyen d'en sortir que d'ouvrir la fenêtre et de le déclarer au pays. Est-ce que c'est nous qui avons mis le pays dans l'état où il est? Si l'en a qui regrette le passé, c'est un goût, ce n'est pas le nôtre. (Vifs applaudissements.) Nous n'avons rien à cacher. Nous n'avons pas de finesse, et nous cherchons dans la situation l'impôt que nous pouvons vous proposer.

M. Thiers entre dans l'examen des seuls impôts qui restent possibles.

On a un décliné sur tous les impôts, ou l'impôt sur les matières premières, telle est l'alternative sur tous ne pourriez sortir. Quel choix faire? (Mouvements divers.) Messieurs, je vous prie de ne pas faire de réponse quand je vous interroge (Hilarité générale); laissez-moi y répondre; si ma réponse ne vous convient pas, vous en ferez une autre.

L'honorable orateur dit qu'il a toujours et du penchant pour l'addition d'un quantum à tous les impôts, qu'il y est revenu en voyant les embarras de la commission, mais qu'il l'a abandonné, devant de très graves considérations qui l'ont fait revenir à l'impôt sur les matières premières. (Légères rumeurs à gauche.)

M. Thiers continue en disant de nouveau que l'Assemblée aura à choisir entre les divers impôts qui lui sont soumis, car il faut faire face à une somme de 100 millions ou tout au moins à celle indispensable de 147 millions; mais il ne dissimule pas que c'est à regret que le gouvernement a présenté l'impôt sur les valeurs mobilières.

Si vous n'adoptez ni le quantum, ni l'impôt sur les matières premières, alors nous examinerons les impôts fiscaux (Mouvement), parmi lesquels se trouve l'impôt sur le capital mobilier, ainsi que celui sur le sel. Ce dernier, je me hâte de le déclarer, tel que le soutient dans son patriotisme l'honorable M. Rouvère, n'est pas l'ancienne gabelle.

Ne repoussons aucun système par esprit de système. (Très bien!) Si vous votez aujourd'hui l'impôt sur les valeurs mobilières, dans deux jours vous en auriez décidé, faites ainsi que je vous le conseille, et, d'après votre décision, nous venons à vous présenter les impôts les plus acceptables, ou du moins les moins inacceptables. (Applaudissements sur divers bancs.)

M. Randot monte à la tribune. (A demain! à demain!)

M. le président fait connaître que demain la séance s'ouvrira par la discussion sur le projet relatif à l'approbation de la convention additionnelle au traité avec l'Allemagne; puis, suite des matières en discussion aujourd'hui.

La séance publique commencera à trois heures.

Un membre demande qu'on distribue au plus vite les tarifs relatifs aux traités de commerce.

Sur la proposition de M. Thiers, la Chambre décide de suspendre toute décision sur les impôts jusqu'à ce que tous les systèmes aient été l'objet d'une discussion générale, qui aura lieu dans l'ordre suivant: Valeurs mobilières, quantum, matières premières.

La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes.

La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes.

La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes.

La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes.

La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes.

La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes.

La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes.

La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes.

La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes.

La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes.

La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes.

La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes.

La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes.

La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes.

La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes.

coiffeurs les plus à la mode, toutes les transformations possibles sans l'aide du fer, ce qui paraît-il, est extraordinaire. Au président, a succédé une cinquantaine de membres de la Société qui, aux applaudissements du public, ont rivalisé d'habileté, inaugurant tour à tour les coiffures nouvelles les plus excentriques.

M. Isopy, l'ancien coiffeur de Lamartine, a lu une pièce de vers dont nous avons retenu les suivants:

«J'ai longtemps coiffé Lamartine,  
Quand il fit ses Méditations;  
Pendant l'édification  
C'est à moi qu'appartenait la pomme,  
Il faut me la donner ici.  
Je suis le coiffeur du grand homme,  
Je suis le nommé Isopy!»

A cinq heures du matin, tout le monde était parti.

Les marchands de tabac vont être certainement dévalisés aujourd'hui par les acheteurs. C'est à partir de demain, en effet, que le prix de chaque cigare est augmenté de cinq centimes.

Parions que ce soir il n'y aura plus de londoniens dans Paris!

Hier, à une heure trois quarts, LL. MM. l'empereur et l'impératrice du Brésil ont visité l'établissement des Jeunes-Aveugles. Ils sont sortis vers trois heures et sont montés dans une calèche couverte attelée de deux chevaux. Ils étaient accompagnés de deux dames d'honneur.

Nous avons assisté hier matin à un spectacle des plus comiques, rue de la Rochefoucauld, devant la maison qu'habite M. Victor Hugo. Deux hommes d'un certain âge causaient avec beaucoup d'animation et semblaient hésiter avant d'entrer. Ils se poussaient l'un l'autre, et semblaient se dire: «Passez donc le premier!» Nous étant approchés, nous avons reconnu MM. Vaquerie et Paul Maurice, et nous avons compris leur embarras.

Pourquoi les établissements mœurs n'auraient-ils pas d'enseignes?... Ils en ont; nous en avons même relevé deux qui nous ont semblé des plus heureusement trouvées. La première est:

A COMUS!

Elle se trouve dans le faubourg Saint-Antoine. Voici la seconde:

On peut voir celle-là auprès de la Bastille, sur le boulevard Beaumarchais.

DON SPAREN CO.

ACADEMIE DES SCIENCES

Séance du lundi 8 janvier 1872

PRÉSIDENCE DE M. FAYE

Loi des phénomènes capillaires, par M. Valson. — Découvertes de M. Janssen, dans l'Inde, sur le soleil. — Effet des chlorures sur l'organisme. — Le pain à l'eau de mer.

M. Valson, professeur à Grenoble, transmet le résultat d'un ensemble d'expériences intéressantes sur la capillarité et desquelles il ressort une loi générale d'assez grande importance. M. Valson, en étudiant les hauteurs auxquelles s'élevaient les différents liquides dans les tubes capillaires, a constaté que ces hauteurs sont en raison inverse des densités des liquides. En d'autres termes, le produit de la densité des liquides par la hauteur à laquelle ils s'élevaient est un chiffre constant. Cette relation générale, déduite de nombreux faits particuliers, a une importance réelle.

M. Dumas lit deux lettres qui lui ont été adressées par M. Janssen, le savant astronome français, chargé par le gouvernement d'aller étudier aux Indes l'éclipse de soleil du 12 décembre. M. Janssen rend compte de son voyage, des études qu'il a faites pour trouver le lieu le plus favorable à l'observation de l'éclipse totale dont il s'agit. M. Janssen, après un examen judicieux des principales localités, s'est décidé pour le sommet d'une montagne élevée de 4,000 mètres au-dessus

du niveau de la mer, et située non loin de la côte de Malabar. C'est de cet endroit qu'il a observé, par un ciel splendide, l'éclipse de soleil dont l'étude est si essentielle pour la connaissance de la structure de cet astre.

M. Janssen a porté son attention spécialement sur la couronne. Rien de plus beau et de plus lumineux d'après lui que le spectacle de cette couronne dont il a fait l'examen spectroscopique. Il a découvert l'existence positive d'une matière solide au delà de l'atmosphère solaire, c'est-à-dire d'un nouveau corps.

M. Faye et plusieurs autres académiciens paraissent très satisfaits des renseignements un peu sommaires contenus dans les lettres de M. Janssen. Il faut attendre de nouveaux détails pour se prononcer. M. Janssen ne tardera pas à les envoyer; et au ton de ses présentes communications, on peut croire qu'il a contribué pour une nouvelle et importante part au progrès de l'astronomie.

M. Dumas présente avec beaucoup d'éloges, de la part de M. Gaudreuil-Boileau, ancien intendat militaire, un ouvrage d'hygiène et de statistique, intitulé: *L'Administration des armées romaines*. C'est un très curieux et très érudit chapitre d'histoire, bon à consulter aujourd'hui; et sur la proposition de M. Dumas, l'ouvrage est renvoyé à la commission des prix de statistique.

Dans une des dernières séances, M. le docteur Rabuteau a communiqué des expériences relatives à l'action des chlorures sur l'économie humaine. L'habile physiologiste a étudié les chlorures alcalins et le protochlorure de fer. Il a vu que ces composés agissent d'une façon salutaire les fonctions de l'organisme, et en particulier la sécrétion du suc gastrique. De plus, le protochlorure de fer, en sa qualité de sel ferrugineux, est antichlorotique et antianémique; mais avec cet avantage qu'il est absorbé bien plus facilement que tous les autres. Aussi M. Rabuteau propose de le substituer, en thérapeutique, aux autres composés ferrugineux.

Les heureuses propriétés des chlorures ont conduit M. Rabuteau à faire fabriquer du pain à l'eau de mer, et ce pain, d'un saveur excellente, se trouve, en effet, de propriétés qui en doivent faire recommander l'usage. Il y a là une idée dont la médecine doit tirer profit.

Comme le dit M. Rabuteau, si l'eau de mer n'était pas si abondante, ce serait la plus précieuse des eaux minérales. En incorporant les principes de l'eau de mer dans le pain, on fait un aliment riche en chlorures, et dont l'auteur est en train de vérifier les propriétés hygiéniques. — R. P.

LES THÉÂTRES

Nous apprenons avec regret, que la combinaison Martinet aux Italiens vient d'échouer. Les propriétaires de la salle Ventadour ne veulent pas de l'opéra français.

On parle d'un nouveau projet: M. Riff, l'ancien associé de M. de Leuven, prendrait le théâtre, exclusivement consacré aux ouvrages italiens.

La pièce de M. Sardou, au Vaudeville — pièce laquelle peu politique — portera le titre de *L'illustre Gaudissart*.

*L'illustre Gaudissart*! N'est-ce pas là le sobriquet que M. Alexandre Dumas fil à son grand-père, le comte de Gaudissart?

La pièce de M. Sardou, au Vaudeville — pièce laquelle peu politique — portera le titre de *L'illustre Gaudissart*.

La pièce de M. Sardou, au Vaudeville — pièce laquelle peu politique — portera le titre de *L'illustre Gaudissart*.

démontrer au comédien récalcitrant, que le rôle de sa pièce lui convient parfaitement.

M. KOPP N'A PAS RÉPONDU A LA LETTRE DE M. DESLANDES.

Déjà, il n'est plus question du *Train des Cocottes* au théâtre des Variétés.

La répétition générale du *Roi Carotte* est fixée à jeudi irrévocablement.

La première représentation aura lieu soit samedi, soit lundi.

Si elle a lieu lundi, celle de *Pantasio* aura lieu mardi et vice versa.

Mme Marie Sass vient d'obtenir un immense succès au théâtre Cluny, l'Avantage, de MM. d'Ennery et A. Bonrgois, avec M. Laferrère comme principal interprète.

M. Laroche jouera le rôle du docteur Darcy, créé à l'origine par M. Paulin-Ménier.

Roméo et Juliette de Gounod, doit être prochainement représenté à Saint-Petersbourg.

Le rôle de Juliette sera rempli par Mme Patit, celui de Roméo par M. Nicolini.

M. Strauss, le chef d'orchestre des bals de l'Opéra, vient de remettre à M. le baron Taylor, pour la caisse de secours de l'Association des artistes musiciens, la somme de 732 fr. 35 c., premier prélèvement de la saison, du droit que M. Strauss a établi sur les billets de faveur.

Mme Hebbé, cantatrice du Théâtre-Royal de Stockholm, a organisé dans cette ville un grand concert spirituel au profit des blessés français.

L'empressement avec lequel le public s'est rendu à cette solennité, a prouvé de nouvelles sympathies du peuple suédois pour le peuple français.

Le capitaine d'état-major, S. Voyer, pianiste renommé, vient de donner un concert au théâtre d'Alger, qui a produit 4,000 fr. pour les pauvres.

Mme Viguer donna, dans les salons d'ard, quatre soirées musicales. La première aura lieu le mardi 23 janvier, les autres de quinzaine en quinzaine. Elle fera entendre plusieurs œuvres de sa composition, avec orchestre.

M. Ph. Herz va ouvrir prochainement, près du nouvel Opéra, une salle splendide de concert avec de magnifiques salons d'exposition pour les pianos des différents facteurs de Paris.

Versailles va avoir aussi ses concerts populaires.

Les seront inaugurés le 14 janvier, et se termineront le 14 avril.

La musique instrumentale en fera principalement les frais.

Liszt est en ce moment à Vienne, où l'on a exécuté pour le jour de l'an son oratorio le *Christ*.

La biographie de Schubert, par Liszt, vient de paraître à Leipzig, chez l'éditeur C. F. Kahnt.

C'est ce soir mardi 9 janvier, que doit avoir lieu, dans les salons Pleyel Wolff et C<sup>e</sup>, la première soirée musicale donnée par M. Camille Saint-Saëns, avec le concours de MM. Léonard, Turhan, Van Warfelghem et Tolbecque. En voici l'intéressant programme:

1<sup>o</sup> Trio en si mineur, de Robert Schumann.  
2<sup>o</sup> Suite pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns.  
3<sup>o</sup> 10<sup>o</sup> Quatuor, de Beethoven.  
4<sup>o</sup> La Ronde d'Opéra, poème symphonique, et Marche triomphale (pour deux pianos), de Saint-Saëns.

Sur les instances du directeur des Variétés, M. Deslandes surmonte la juste répugnance qu'il avait à écrire à M. Kopp, et s'efforce de

malades et blessés. Soulagés par lits et fauteuils mécaniques. Vente et location. Dupont et Villard, succ<sup>rs</sup> de Gelle, rue d'Alsace, 18.

BIÈRE FANTA

EN BOUTEILLE

DEPOT 20, rue de la Terrasse, 17<sup>e</sup> arrondissement.

LOCATIONS

A LOUER TOUT DE SUITE

Bel appartement composé de trois chambres, deux salons, salle à manger, antichambre, cuisine, deux chambres de domestiques (au quatrième au-dessus de l'entresol), et deux caves, rue d'Alsace, 4 bis.

Prix 2,400 francs.

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE